

## LA FRANCE DU SECOND EMPIRE AU JAPON, 1858-1871

Un succès éphémère ?

[Jean Charton](#)

UMR Sirice | « [Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin](#) »

2016/1 N° 43 | pages 103 à 112

ISSN 1276-8944

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin-2016-1-page-103.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour UMR Sirice.

© UMR Sirice. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# La France du Second Empire au Japon, 1858-1871

Un succès éphémère ?

JEAN CHARTON

---

## Résumé

Contrairement à ce qu'une historiographie ancienne a longtemps véhiculé, l'aventure de la France du Second Empire au Japon ne fut pas un complet échec. Si les circonstances dans lesquelles se déroula la restauration Meiji expliquent le sentiment de rupture éprouvé par la diplomatie française à la fin de la période, quelque dix années de relations diplomatiques – menées avec beaucoup d'ambition du temps de Léon Roches (1864-1868) – suffirent à faire du Second Empire un réel artisan de la modernisation du nouveau Japon.

**Mots-clés** : Second Empire – Japon – restauration Meiji – relations franco-japonaises – Léon Roches.

## Abstract

### *The Second French Empire in Japan, 1858-1871: an Ephemeral Success?*

*Contrary to a common idea defended by a certain historiography, the adventure of the Second French Empire in Japan was not a total failure. If the circumstances of the Meiji Restoration explain the rupture experienced by French diplomacy at the end of the period, some ten years of diplomatic relations – conducted with great ambition by the time of Léon Roches (1864-1868) – were enough to make Second French Empire a real architect of the modernization of the new Japan.*

**Keywords**: Second French Empire – Japan – Meiji Restoration – Franco-Japanese relations – Léon Roches.

L'année 1858 marqua la rupture de l'isolationnisme japonais qui avait cours depuis plus de deux siècles avec l'ouverture des premières relations diplomatiques officielles entre l'Occident et l'archipel encore dirigé par le système politique des shoguns Tokugawa. La France du Second Empire ne fut pas absente de cette ouverture : son parcours atypique lui offrit progressivement une place de premier plan dans les dernières années du

shogunat<sup>1</sup>. Pourtant, il n'existe que peu de synthèses sur la France au Japon en comparaison de la pluralité des études menées sur la Grande-Bretagne ou les États-Unis pour la même période. Ce manque historiographique est certainement dû à trois phénomènes distincts : un certain désintérêt à l'égard du Second Empire qui a longtemps imprégné l'historiographie française couplé à un phénomène analogue pour la fin de la période Edo (1603-1868) dans l'histoire japonaise ; la prétendue défaite de la politique française suite à la restauration Meiji de 1868 qui a souvent écarté la brève aventure française au Japon des préoccupations des chercheurs ; et enfin, la difficulté pour les historiens français de traiter de l'histoire japonaise<sup>2</sup>. En conséquence, les études les plus globalisantes sur le sujet ont été réalisées par des historiens anglo-saxons et souffrent ainsi d'un manque de visibilité auprès du lectorat français. Pour autant, une nouvelle vigueur semble animer la recherche en France depuis les années 2000<sup>3</sup>. Il apparaît ainsi nécessaire de réactualiser toutes ces découvertes dans une démarche de synthèse, en incluant d'importants travaux trop souvent ignorés, des sources peu consultées<sup>4</sup>, et en réalisant un bilan historiographique du sujet – étapes essentielles pour dresser l'« état de l'art » de la question et rendre plus visible la recherche.

---

<sup>1</sup> Le présent article est tiré d'un mémoire de Master 2, intitulé « La France du Second Empire au Japon (1858-1871) », soutenu, sous la direction d'Hugues Tertrais, en juin 2015 à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

<sup>2</sup> Le champ des relations bilatérales entre la France et le Japon dans la période qui nous intéresse ici a été principalement alimenté par les travaux des japonologues, qui cassent la barrière de la langue. Ils réalisent un travail de premier plan, mais leurs préoccupations sont par exemple plus spécifiquement culturelles, que diplomatiques ou politiques. On observe ainsi un déséquilibre dans l'historiographie.

<sup>3</sup> Des événements comme la célébration du 150<sup>e</sup> anniversaire des relations diplomatiques France-Japon en 2008 n'y sont évidemment pas étrangers.

<sup>4</sup> Comme les archives des missions étrangères de Paris, les cartons du Service historique de la défense relatifs aux stations navales au Japon et à la mission militaire française, et plusieurs documents présents aux Archives nationales que les outils de recherche modernes permettent d'identifier.

Dresser un bilan qui fait sens du parcours de la France du Second Empire au Japon n'est cependant pas chose aisée car elle pénétra le Japon dans un contexte doublement particulier. D'une part, l'expansion coloniale du Second Empire est un phénomène qui reste aujourd'hui difficile à interpréter<sup>5</sup>. Si le Japon était l'extension naturelle – au moins géographique – de la politique « asiatique »<sup>6</sup> de Napoléon III, consécutive à la course au monde amorcée par la Grande-Bretagne, la France n'avait initialement pas d'attentes bien définies à son égard. D'autre part, le Japon entrait dans une nouvelle ère de son histoire : une guerre civile éclata qui amena en une décennie à peine à l'avènement de la restauration impériale de 1868, bouleversant totalement les rapports politiques qui étaient restés à peu près stables pendant deux siècles. Des trois diplomates envoyés par le Quai d'Orsay du temps du Second Empire (Gustave Duchesne de Bellecourt 1858-1864, Léon Roches 1864-1868 et Maxime Outrey 1868-1871), ce fut le second qui sut le mieux se servir de l'attentisme qui caractérisait les bureaux décisionnels parisiens. Un heureux concours de circonstances, combiné au goût prononcé du diplomate pour l'aventure, permit à ce dernier de mettre en œuvre au Japon sa « politique personnelle ». En quelques années, la France devint le plus grand partenaire étranger du shogunat Tokugawa, pourtant menacé de l'intérieur par les factions rebelles de plus en plus nombreuses. Ce rapprochement, dont le Quai d'Orsay ne semblait pas avoir pris toute la teneur, permit progressivement à la France de nouer des coopérations de toutes sortes, lui attribuant dès lors une place de première importance dans les dernières années du shogunat. De ces coopérations lancées en cette période troublée, ni le volte-face du Quai d'Orsay à l'égard de Léon Roches en 1867, ni l'avènement de l'ère Meiji l'année suivante, ni même la fin du

---

<sup>5</sup> Michèle Battesti, *La marine de Napoléon III : une politique navale*, Vincennes, Service Historique de la Marine, 1997, p. 975-976.

<sup>6</sup> Rappelons qu'en 1858, au moment de l'ouverture japonaise, la France amorçait également sa pénétration en Indochine (prise de Tourane) et en Chine, aux côtés des Anglais (traité de Tianjin).

Second Empire quelque temps plus tard, n'y mirent un terme véritable : si la France s'est retrouvée dans une plus mauvaise posture que sa rivale anglaise à la fin de la période, les coopérations et les relations ne cessèrent pas irrémédiablement, contrairement à ce qu'une historiographie ancienne a souvent véhiculé. Cet article se propose de revenir, en trois axes, sur la spécificité du parcours français dans l'archipel et permettra de comprendre dans quelles mesures la France du Second Empire a pu tenir, malgré elle, un rôle de premier plan dans l'histoire du Japon de la fin de la période Edo.

## La crise de la soie et la naissance de relations économiques particulières

En matière de commerce, le Japon fut porté sur le devant de la scène par les soyeux français du Second Empire. Pour autant, si le bassin lyonnais en fit peu à peu son approvisionneur privilégié en « graines » de vers à soie – car elles avaient la capacité de sauver l'industrie séricicole française<sup>7</sup> – cela ne coulait initialement pas de source : la France peinait à définir sa politique commerciale lors du premier traité de 1858 et se contentait de se calquer sur le modèle britannique. Mais au début des années 1860 et grâce à certains négociants français, les réceptions de plusieurs cargaisons de « graines » en France connurent un grand succès, et les vers japonais furent jugés miraculeux par les experts qui les acclimatèrent. Avec ces nouveaux intérêts reposant sur la soie<sup>8</sup>, le Second

---

<sup>7</sup> L'Europe, et plus particulièrement la France, fut touchée à partir du milieu des années 1850 par une triple épidémie ravageuse provenant d'Espagne et atteignant le ver à soie : la pébrine, la muscardine, la flacherie.

<sup>8</sup> Jine-Mieung Li, « Les relations économiques et financières entre la France et le Japon de 1859 à 1914 », thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de

Empire se devait de s'émanciper. Sous l'impulsion du second diplomate – Léon Roches – se mirent alors en place plusieurs réalisations : le gouvernement japonais accepta de libéraliser le commerce des « graines » et envoya de nombreuses cargaisons en France, une ligne Yokohama-Marseille fut instituée de manière régulière en 1865 et le Comptoir National d'Escompte de Paris ouvrit ses portes à Yokohama à l'été 1866. Il est certain que ces réussites furent en partie motivées par la volonté de combattre la tutelle anglaise en matière commerciale – ambition partagée dans tout l'Extrême-Orient par les soyeux lyonnais<sup>9</sup>. Après le départ du diplomate en 1868, les milieux d'affaires lyonnais craignaient pour l'avenir de leur négoce : son successeur Maxime Outrey fut convoqué à la chambre de commerce de Lyon où on le somma de tout mettre en œuvre pour que continue et s'améliore le commerce du ver à soie avec le Japon<sup>10</sup>. Les échanges continuèrent durant la période Meiji, mais malgré tous ses efforts, Maxime Outrey n'obtint jamais les mêmes avantages que son prédécesseur.

Tout au long de la période, les commerçants français furent de plus en plus nombreux à s'installer dans les concessions de l'archipel pour y tenter leur chance, mais les résultats de ces entreprises restèrent négligeables. De manière générale, contrairement à la Grande-Bretagne qui faisait vivre son commerce par les commerçants privés, le commerce de la France au Japon était entretenu par les rapports d'États, qui ne furent pas toujours excellents. Ainsi, la France n'a jamais réussi à concurrencer

---

François Crouzet, Université Paris 1 Paris-Sorbonne, soutenue en 1977, p. 100.

<sup>9</sup> Jean-François Klein, « Soyeux en mer de Chine : stratégies des réseaux lyonnais en Extrême-Orient (1843-1906) », thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Claude Prudhomme, Université Lumière Lyon 2, soutenue en 2002, p. 178-186. Rappelons que Léon Roches était originaire de la Drôme (département séricicole français), il n'est donc pas étonnant qu'il ait été sensible à la cause des soyeux.

<sup>10</sup> Archives diplomatiques de la Courneuve – Négociations commerciales – Japon 26NCOM/1, copie du procès-verbal d'une séance à la chambre de commerce de Lyon adressé au ministre des Affaires étrangères, Lyon, le 14 avril 1868.

significativement la domination des Britanniques : ces derniers phagocytèrent la majorité du commerce extérieur japonais tout au long de la période<sup>11</sup>.

### Coopérations techniques, industrielles et militaires : la légation française de Léon Roches alliée du shogunat

Les chiffres concernant les échanges rendent peu compte du poids réel de la France au Japon et du degré de son influence. À cause d'une trop grande défiance envers les étrangers, du flamboiement des mouvements xénophobes et d'une réelle faiblesse du shogunat, aucune coopération ne fut possible entre le gouvernement japonais et les étrangers jusqu'à l'année 1864. Mais la conjoncture s'inversa dès lors, et par un heureux concours de circonstances<sup>12</sup>, ce fut en la figure du nouveau diplomate français que le shogunat trouva son médiateur privilégié. Léon Roches, dont l'ambition était grande, vit dans ce rapprochement inopiné l'occasion rêvée de donner à la France un nouveau poids dans l'archipel. On assista à la naissance d'une réelle coopération, favorisant des projets d'ampleur entre le Japon des Tokugawa et le Second Empire de Napoléon III : arsenal de Yokosuka<sup>13</sup>, fonderie et collège franco-japonais de Yokohama, atelier de frappe de monnaie, société d'import-export, vente d'armement, etc. Avec la

---

<sup>11</sup> Meron Medzini, *French policy in Japan during the closing years of the Tokugawa regime*, Cambridge, East Asian Research Center, 1971, p. 50-57.

<sup>12</sup> Le poste de chargé d'affaires anglais était vacant, le nouveau diplomate américain était antipathique, l'Allemagne et la Hollande ne pesaient pas grand-chose dans le consensus diplomatique. Le shogunat, qui désirait s'opposer à l'Angleterre, chercha alors en la France une sorte de contre-pouvoir diplomatique.

<sup>13</sup> Sur ce cas très particulier de coopération majeure, cf. Elisabeth Weinberg de Touchet, *Quand les français armaient le Japon : la création de l'arsenal de Yokosuka 1865-1882*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003.

première mission militaire française de Jules Chanoine (qui contribua à former, à partir de 1867 au Japon, plus de dix mille soldats sur le modèle de l'armée française) et les conseils donnés lors de la réforme administrative menée par le dernier shogun, Léon Roches incitait le Japon à se moderniser sur le modèle de la France et à trouver en cette dernière une alliée fidèle. Ainsi, le diplomate devint peu à peu un farouche sympathisant du gouvernement Tokugawa.

Le grand intérêt porté par les Japonais à l'égard de l'Occident convenait parfaitement à la haute idée de la civilisation française partagée par les acteurs sur place. Bien qu'il en fût le principal artisan, Léon Roches ne fut donc pas le seul à voir dans le Japon une future « France de l'Asie »<sup>14</sup>. Aujourd'hui encore, les historiens ne peuvent clairement établir la profondeur des liens que le diplomate entretenait avec le dernier shogun Tokugawa Yoshinobu – les deux personnages s'étant liés d'amitié. Mais le rapprochement de la légation française avec le shogunat n'était pas sans adversaires : au premier rang desquels se trouvaient les Britanniques, mais aussi les fiefs du Sud-Ouest<sup>15</sup> et certains groupes du gouvernement d'Edo, peu acquis à la cause française. À l'approche de la restauration Meiji, la diplomatie française dictée par Paris prit peur et fit un volte-face : Léon Roches fut démis de ses fonctions en 1868, et bien que le « parti français » espérait encore une aide de Napoléon III, cette coopération ne put agir pour empêcher la chute des Tokugawa. Cependant, malgré le coup d'arrêt porté à la politique de Léon Roches par Paris, et malgré l'effondrement du shogunat, les impulsions données par la France pour une modernisation du Japon et les projets majeurs de coopération furent repris par le nouveau gouvernement : Maxime Outrey put assurer la continuité de l'arsenal de

---

<sup>14</sup> Discours de Léon Roches aux élèves du collège franco-japonais de Yokohama, novembre 1866, reproduit dans Sadao Tanaka, *Les débuts de l'étude du français au Japon*, Tokyo, Librairie-Éditions France Tosho, 1983, p. 118.

<sup>15</sup> Cf. William Beasley, *The Meiji restoration*, Stanford, Stanford University Press, 1973, p. 266. Les fiefs du Sud-Ouest du Japon furent les partisans de la restauration impériale ; ils s'allièrent pour faire tomber le shogunat en 1868.

Yokosuka ainsi que la mise en place d'une seconde mission militaire avec la France.

## Un important transfert de connaissances : le Second Empire comme modèle de modernité

Ces coopérations d'ampleur provoquèrent naturellement des transferts technologiques et culturels, avant que l'ère Meiji ne prenne le relais. Puisque le Japon des Tokugawa comptait beaucoup sur la France pour maintenir sa position, et comme Léon Roches orientait véritablement le shogunat à se moderniser sur le modèle du Second Empire napoléonien, ces échanges furent nombreux – sans demeurer unidirectionnels pour autant<sup>16</sup>. Si les premières années de la pénétration française ne furent guère propices aux relations, les rapports évoluèrent après le retour des premières ambassades et avec Léon Roches, pour qui propager la culture française était un véritable objectif. L'apprentissage de la langue prit un essor nouveau dans le cadre du centre de formation de Yokosuka, comme dans celui du collège de Yokohama. Dans les différents ports ouverts aux étrangers, ce furent les missionnaires qui jouèrent bien souvent le rôle de professeur, mandatés par les autorités locales. Enfin, consécration parmi toutes : le jeune frère du shogun, Tokugawa Akitake, fut accueilli par Napoléon III à Paris pour y faire ses études. Un nombre important de savoirs et de technologies françaises se transmet également dans le cadre des entreprises techniques : aux fonderies, à l'arsenal, avec la mission militaire – qui avait pour objectif de former les Japonais dans les trois corps d'armée –, entre autres. À partir de l'époque Meiji, ce furent les *oyatoi*

---

<sup>16</sup> Les années 1860 furent la décennie de la découverte du Japon en France : missions et ambassades reçues officiellement, foisonnement d'études au sein des sociétés savantes, cours de langue japonaise à l'école des Langues orientales vivantes, et pavillon japonais à l'exposition universelle de 1867 à Paris.

*gaikokujin* (« conseillers étrangers ») engagés par le gouvernement qui devinrent les passeurs de savoirs et malgré la domination des Anglo-Saxons en la matière, nombre d'entre eux étaient des Français<sup>17</sup>. Mais à côté des coopérations d'États engagées par la diplomatie, d'autres champs d'action tinrent un rôle dans ces développements, dont les effets étaient plus subtils : la demande accrue en soie et « graines » de ver à soie agit comme un moteur de la production manufacturière japonaise – les acteurs privés dans les concessions transmirent des savoirs divers – les Japonais ayant voyagé en France partagèrent leur expérience à leur retour, etc.

Un dernier élément qui reste particulièrement difficile à définir est sans aucun doute le rôle tenu par Léon Roches dans la réforme administrative des tout derniers temps du régime shogunal (réforme dite « Keyo ») : si l'on ne sait pas à quel degré il prit part au processus, il est certain cependant que le modèle français n'y fut pas tout à fait étranger. Certains historiens japonais, comme Ishii Takashi<sup>18</sup>, voient dans l'organisation administrative du nouveau gouvernement de Meiji un héritage de cette dernière réforme amorcée par le shogunat déclinant. Il n'est donc pas étonnant de voir le Japon de Meiji se tourner à son tour vers la France pour moderniser ses institutions et sa législation, comme l'illustra parfaitement le recours à Gustave Emile Boissonade de Fontarabie, le plus éminent des conseillers étrangers<sup>19</sup>.

---

<sup>17</sup> Jean Esmein, « Cent vingt ans d'échanges économiques et industriels entre la France et la Japon », *Japon in extenso*, n°17, septembre 1990, p. 6. L'auteur explique que la moitié des *oyatoi gaikokujin* français engagés par le Japon (de 1870 à 1878) l'ont été entre 1870 et 1872, ce qui témoigne au contraire d'une flambée des recrutements de Français juste après la restauration Meiji.

<sup>18</sup> Son analyse est détaillée dans Richard Sims, *French policy towards the Bakufu and Meiji Japan, 1854-95*, Richmond, Surrey, Japan Librairy, 1998, p. 55.

<sup>19</sup> Arrivé au Japon en 1873 avec pour tâche de perfectionner le système juridique, il y demeura finalement plus de vingt ans et ses travaux considérables sur le Code civil et le Code pénal auxquels il s'était attelé marquèrent profondément les institutions japonaises.

Ni l'époque Meiji ni les conséquences de la guerre franco-prussienne de 1870 ne constituèrent une rupture complète par rapport aux coopérations brièvement énoncées ici. Au-delà du coup d'arrêt porté, en raison des circonstances, à la collaboration entre le Second Empire de Napoléon III et le shogunat Tokugawa, la France ne fut certainement pas rejetée de l'archipel et le gouvernement Meiji reprit ou fit perdurer toutes les coopérations majeures pour la modernisation du Japon. S'il est évident que cette double rupture marqua la fin d'une aventure française dans l'archipel (jamais une autre période de l'histoire n'aura autant lié le destin des deux pays), l'élan de modernisation qui persévéra durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle au Japon permit un grand nombre de continuités. Il n'y eut donc pas une véritable chute de la position française dans le pays à la fin du Second Empire. Le seul véritable basculement eut lieu pendant la période, et précisément avant la chute du shogunat Tokugawa. Aussi lorsque le marquis de Moustier – arrivé récemment à la tête du Quai d'Orsay – répudia et mit un terme à la politique de Léon Roches en 1867, il est peu probable qu'il était conscient des occasions qui se présentaient pour son pays dans cette région lointaine de l'Extrême-Orient. Richard Sims, qui analyse les relations politiques franco-japonaises de 1858 à 1895, voit donc dans Léon Roches le seul diplomate occidental qui n'avait pas ce « manque d'imagination »<sup>20</sup> qui empêchait tous les autres d'engager une diplomatie audacieuse. En dehors de ce riche épisode de 1864-1867 cependant, la France se caractérise par son attitude attentiste, négative et relativement peu ambitieuse. Il n'en reste pas moins que par l'importance de son parcours pour le Japon pré-moderne, et sans qu'il s'en soit toujours rendu compte, le Second Empire ne peut et ne doit être détaché de l'histoire de l'ouverture et de la modernisation du Japon.

---

<sup>20</sup> Richard Sims, *French policy towards the Bakufu and Meiji Japan...*, op. cit., p. 303.